

# La droite se fâche tout rouge contre Cédric Wermuth

## Des propos «irresponsables»

**Le coprésident du PS reçoit une volée de bois vert du camp bourgeois et des milieux économiques. En cause: sa lourde charge contre les multinationales.**

C'est une interview qui décoiffe. Après la victoire de la gauche sur le droit de timbre, dimanche dernier, Cédric Wermuth a posé ses conditions en vue de la réforme fiscale de l'OCDE, qui veut un taux minimal d'imposition de 15% pour les sociétés.

Pour le coprésident du Parti socialiste, «il est hors de question de trouver de nouvelles astuces fiscales pour contourner ce minimum international. [...] Si une entreprise trouve que payer 15% d'impôt, c'est hors de question, alors elle peut quitter le pays.»

L'Argovien voulait mettre la pression sur la droite. C'est réussi. Depuis mardi, les réactions - souvent outrées - s'enchaînent. Une des premières à s'être exprimée, c'est Nathalie Fontanet, grande argentière du canton de Genève. Rap-

pelant que certains pays ont déjà annoncé qu'ils ne respecteraient pas ce taux minimum, la ministre PLR écrit sur Facebook: «Les déclarations du président du Parti socialiste [...] démontrent d'une part sa méconnaissance de l'imposition des entreprises et d'autre part son arrogance vis-à-vis desdites entreprises, dont l'impôt permet de financer les nombreuses et essentielles prestations à la population.»

Elle évoque aussi «l'inconscience d'un homme ou pire, de son parti, qui est prêt à prendre tous les risques sur le dos du peuple.»

## Discours «dangereux»

Le conseiller national Vincent Maitre (GE/Centre) est plus sec encore. «Comment peut-on être aussi méprisant dédaigneux, mais surtout irresponsable? Est-ce que le parti de M. Wermuth est prêt à s'engager à recréer chaque emploi qui aura disparu suite au départ d'une société? Le PS est-il prêt à puiser dans ses propres caisses pour compenser les pertes fiscales?»

Dans les milieux économiques aussi, l'interview a fait son effet. «L'inconscience, voire la bêtise de



**Cédric Wermuth**  
Coprésident  
du Parti  
socialiste

tels propos, est la démonstration du mépris d'un homme pour les entreprises, les entrepreneurs et les salariés, réagit Gilles Rufenacht, président de la Chambre de commerce et d'industrie et des services de Genève. La bonne santé des finances publiques dépend de la solidité de notre tissu économique et par conséquent de l'attractivité de notre pays.» Il parle d'un discours «dangereux qui va à l'encontre de l'intérêt général.»

Président de l'USAM, Fabio Regazzi (Centre/TI) regrette ces déclarations. «Même si ce qu'il dit fait partie de la rhétorique de la gauche, ce discours est très discutable. Le monde n'est pas noir ou blanc comme semble le penser Cédric Wermuth. La Suisse va perdre de son attractivité. Il nous faudra donc trouver des solutions intelligentes pour garder les multinationales ici. Et je reste convaincu que la concurrence fiscale est une bonne chose,

même si, parfois, certaines distorsions sont nuisibles.»

Ancien président de la Commission de l'économie, le conseiller national Christian Lüscher (PLR/GE) ne souhaite pas en rajouter. «Ce qu'a dit Cédric Wermuth est profondément absurde. Le plus simple, c'est de l'ignorer et de le laisser bougonner dans son coin.»

La virulence des réactions n'est pas juste un combat gauche-droite, mais témoigne surtout de l'inquiétude que suscite cette réforme majeure voulue par l'OCDE. Le PS, qui tient le couteau par le manche, mettra-t-il les pieds au mur quand il s'agira de trouver des solutions? «Au contraire, réagit Samuel Bendahan, vice-président du parti. Nous sommes prêts à trouver des compromis quand ils bénéficient aussi à la population, comme nous l'avons prouvé avec la RFFA (*ndlr: la réforme fiscale et financement de l'AVS, acceptée en 2019*). Et c'est ce message que nous faisons passer à la droite. Si elle ignore la population et tente de passer en force, elle échouera comme avec le droit de timbre. En Suisse, les grandes réformes se font ensemble.»

**Florent Quiquerez** Berne